

## *Fin de la parenthèse ?*

Jean Faniel

**L**a crise déclenchée en 2008 a ouvert une période de remise en cause profonde du système économique. Mais rapidement, des pratiques un temps dénoncées ont repris cours et l'austérité s'est imposée à nouveau en Europe. Après les signes de changement, fin de la parenthèse ? Autre domaine : en Wallonie, PS et CDH gouvernement ensemble depuis 2004. La participation d'Écolo au gouvernement en leur compagnie n'aura-t-elle été, là aussi, qu'une parenthèse ?

La crise financière et bancaire déclenchée en 2008 a donné l'impression que vacillait le modèle néolibéral d'économie financiarisée et mondialisée. Des acteurs non négligeables du développement du néolibéralisme (Fonds monétaire international, Organisation de coopération et de développement économiques ou dirigeants de premier plan comme l'ex-président français Nicolas Sarkozy) invitaient à une révision de ce modèle soudain remis en cause. Mais moins de deux ans plus tard, et alors que les dettes bancaires se transformaient en dettes publiques suite au sauvetage des banques par les États, l'Union européenne et ses membres en revenaient à des politiques d'austérité de plus en plus marquées, ciblant davantage les citoyens et les services publics que le secteur financier ou les capacités contributives des entreprises privées. Fin de la parenthèse.

Ensuite, les scandales fiscaux se sont succédé. Offshoreleaks, Luxleaks et autre Swissleaks ont mis en lumière les mécanismes actionnés par certains acteurs fortunés avec l'aide d'institutions financières pour minimiser leur contribution aux budgets publics. Ils ont aussi fait apparaître la tolérance de certains États en la matière, voire leur action favorisant de telles pratiques. Ces révélations suscitent à chaque fois le même cycle de stupeur, de critiques, d'engagements à ne plus accepter ces pratiques et à modifier les législations en conséquence... jusqu'à l'épisode suivant, étrangement semblable au précédent. Fin de la parenthèse ?

Lors de leur participation inattendue au gouvernement fédéral arc-en-ciel entre 1999 et 2003, les écologistes francophones et flamands avaient tenté d'impulser plusieurs changements politiques fondamentaux et durables. En particulier, ils avaient obtenu l'adoption de la loi du 31 janvier 2003 sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire qui prévoit, à terme, l'arrêt des centrales atomiques en Belgique. Aujourd'hui, malgré les problèmes et incidents croissants que connaissent certains réacteurs, et malgré l'accident de Fukushima, la sortie du nucléaire semble sans cesse postposée. Fin de la parenthèse ?

Durant les cinq années où ils ont récemment gouverné la Wallonie, les verts ont tenté d'imposer à leurs partenaires socialistes et démocrates humanistes une série de réformes, notamment dans le domaine de la gouvernance, de l'énergie ou de l'aménagement du

territoire. Mais dès la fin de la législature, et plus encore lors de la formation du nouveau gouvernement, le PS et le CDH semblent s'être entendus pour revenir sur certaines des réformes concédées aux Écolos qu'ils paraissaient avoir du mal à accepter ou à faire admettre par leurs mandataires (en matière de cumul des mandats, par exemple), par leurs militants ou par leurs cibles électorales (le cas de l'implantation des éoliennes est frappant de ce point de vue). Fin de la parenthèse !

Ces exemples donnent l'impression que les changements de cap, plus ou moins radicaux, qui ont eu lieu à un moment donné n'ont en définitive constitué qu'une parenthèse, qu'ont tenu à refermer au plus vite les adversaires (ou, à tout le moins, les concurrents) des acteurs qui tentaient de les provoquer.

## Une question de rapport de force

Ce constat pose la question des rapports de force qui animent les sociétés.

*Comment modifier un rapport de force ?* L'arrivée au pouvoir d'Écolo en 1999 à différents niveaux de pouvoir ou son retour au gouvernement wallon en 2009 est le produit d'une telle modification. Ce parti a construit un projet politique spécifique et est parvenu à le faire partager par une fraction de la société. Les deux fois, la conjoncture politique l'a également aidé à rallier une partie élargie de l'électorat à ce projet. Qu'il s'agisse de l'épisode de la dioxine dans un cas ou des « affaires » et de l'urgence climatique dans l'autre, les deux principaux succès électoraux du parti vert sont survenus à un moment où la nécessité du changement était le plus présente dans les esprits. De même, la crise des *subprimes* a été l'élément déclencheur d'une crise profonde. Mais elle n'aurait pas eu le même effet de remise en cause du système lui-même sans le travail critique effectué durant des décennies par différents acteurs (médias alternatifs, gauche radicale, milieux associatifs ou syndicaux), et amplifié notamment par le mouvement altermondialiste.

*Que faire du rapport de force ainsi modifié ?* Écolo a cherché à s'appuyer sur ses victoires électorales pour imposer des changements profonds et durables à ses partenaires de gouvernement. Le parti a fait inscrire les principaux acquis de la négociation dans l'accord de gouvernement, espérant ainsi s'assurer de leur réalisation durant la législature. Tirer parti de la débâcle financière s'est avéré plus compliqué pour les acteurs dénonçant le néolibéralisme. Réformer ou remplacer tout un système n'est pas simple. Les appareils de pouvoir ont une grande capacité de résistance. Les critiques ne convergent pas nécessairement, pas plus que les projets alternatifs. Mobiliser la population en masse pour appuyer un changement de société est une tâche de grande ampleur. Enfin, les syndicats et partis de gauche n'ont pas nécessairement tous pu, ou voulu, exercer des pressions et avancer des revendications susceptibles d'impliquer un changement de modèle.

Enfin, *comment préserver un rapport de force ?* Telle est sans doute la question la plus épineuse quand on s'interroge sur les épisodes pris ici pour exemples. Comment installer un changement dans la durée, et éviter que les jalons que l'on pose pour transformer la société soient rapidement remis en question par d'autres acteurs au point que ceux-ci convertissent un possible début de modification en simple parenthèse ? Prendre le contrôle de certains leviers économiques ou administratifs de pouvoir peut être une voie possible. Une autre peut consister à mobiliser ses soutiens (populaires, sociaux, économiques, politiques, culturels...) pour exercer une pression sur ses concurrents ou adversaires. Ces moyens peuvent être combinés entre eux. Ils peuvent également être articulés à un

travail idéologique visant à diffuser un message et une vision du monde qui appuient les réformes que l'on développe ou souhaite voir advenir.

## Une question de terme ?

En somme, faire adopter une décision par un parlement, condamner un mécanisme d'évasion fiscale ou se réjouir de voir un système trembler ne suffisent pas à marquer un changement durable. L'étude des décisions politiques ou d'autres phénomènes sociaux ne peut dès lors pas se limiter à l'analyse des conditions de leur maturation et de leur apparition. Il est également important de s'intéresser à l'évolution ultérieure des choses pour saisir la marque qu'elles parviennent à laisser et les facteurs qui expliquent que cette empreinte est ou non profonde.

Se pencher sur ce devenir dans une perspective longue donne également la possibilité de saisir les éventuels effets ultérieurs d'un événement qui, sur le moment, paraît avoir eu un impact limité. Ainsi, même si les centrales atomiques restent en activité plusieurs années au-delà de la période initialement prévue par la loi de 2003, cette décision a probablement contraint une série d'acteurs à s'interroger sur l'après-nucléaire et sur l'approvisionnement énergétique de la Belgique. S'ils ne débouchent pas immédiatement sur une réforme concertée des systèmes fiscaux européens, les scandales à répétition peuvent contribuer à inscrire les thèmes de la justice et de l'évasion fiscales à l'agenda médiatique et politique.

Des acteurs apparemment dérangeants pour un système établi peuvent donc concourir à le bousculer, voire à le remettre en question plus ou moins profondément. Mais leur capacité à le transformer de manière significative dépend de la cohérence de leur projet d'ensemble ainsi que des rapports de force qu'ils parviennent à instaurer, à utiliser et à entretenir. Et les résultats d'une telle action doivent être examinés à court et à long terme, sous peine pour leurs partisans d'être considérés parfois comme déprimants.

Cet article a été publié dans : *Imagine demain le monde*, n° 109, mai-juin 2015, pages 34-35.

Pour citer cet article dans son édition électronique : Jean FANIEL, « Fin de la parenthèse ? », *Les @analyses du CRISP en ligne*, 1<sup>er</sup> mai 2015, [www.crisp.be](http://www.crisp.be).